



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMMISSION INTÉRIMAIRE DES MESURES PHYTOSANITAIRES

### Septième session

Rome, 4 – 8 avril 2005

### Rapport du Secrétariat

### Point 4 de l'ordre du jour provisoire

1. Le présent document est un bref rapport sur les travaux du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) fondés sur les orientations stratégiques adoptées par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (CIMP). Il a été préparé au début de janvier 2005 et fait le point de l'état d'avancement du programme de travail depuis la sixième session de la CIMP. Les travaux futurs portant sur un certain nombre de questions citées dans le présent rapport font l'objet d'autres points de l'ordre du jour.

#### *Orientation stratégique 1: Élaboration, adoption et suivi de la mise en œuvre de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP)*

2. Des groupes de travail d'experts se sont réunis en 2004, après la sixième session de la CIMP, pour examiner les projets de normes suivants:

- Révision de la NIMP n° 1 (*Principes de quarantaine végétale liés au commerce international*)
- Révision de la NIMP n° 2 (*Directives pour l'analyse du risque phytosanitaire*)
- Révision de la NIMP n° 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*)
- Envois en transit
- Efficacité des mesures
- Méthodes d'inspection

3. Des groupes de travail d'experts se réuniront au début de 2005, avant la septième session de la CIMP, afin d'élaborer les projets de normes suivants:

- Directives pour le prélèvement d'échantillons dans les envois
- Classement des marchandises par risque phytosanitaire lié au degré de transformation et à l'usage prévu
- L'emploi de mesures intégrées dans une approche systémique de gestion du risque phytosanitaire du chancre des agrumes

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.  
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

- Directives pour la présentation/la rédaction des NIMP
  - Installations de quarantaine post-entrée
4. Des groupes techniques se sont réunis en 2004, après la sixième session de la CIMP, pour superviser l'élaboration de projets de normes dans les domaines suivants:
- Zones exemptes et approches systémiques pour les mouches des fruits
  - Protocoles de diagnostic pour des organismes nuisibles déterminés
  - Traitements phytosanitaires
5. Ces groupes techniques ont élaboré les projets de normes suivants:
- Zones exemptes pour les mouches des fruits
  - Élaboration et contenu des protocoles de diagnostic d'organismes nuisibles déterminés
  - Conditions à remplir pour la présentation d'un traitement phytosanitaire pour acceptation
6. La première réunion d'un groupe technique sur la quarantaine forestière est prévue pour le début de 2005, avant la septième session de la CIMP.
7. Le Comité des normes (CN) s'est réuni en mai 2004. Son volume de travail a considérablement augmenté et un autre groupe de travail du CN a été convoqué en juillet 2004 pour prendre en charge le travail supplémentaire. En 2004, les pays ont été consultés sur cinq projets de norme et sur des amendements à la NIMP n° 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*). Les observations reçues ont été examinées par un groupe de travail du CN avec l'aide de responsables de normes (un par projet de norme) au début de novembre 2004. Ces observations ont été présentées au CN pour examen à sa réunion de novembre 2004. Le CN a recommandé quatre projets de normes et des amendements au glossaire pour adoption par la CIMP. L'adoption des projets de normes est traitée au point 7.3 de l'ordre du jour.
8. La FAO a publié les nouvelles NIMP et un glossaire mis à jour dans la série habituelle à « couverture verte ».
9. Après la décision de la CIMP à sa sixième session, des dispositions ont été prises pour l'élaboration de documents explicatifs pour les NIMP, sous les auspices du Secrétariat, avec un examen approprié. Les NIMP suivantes constituent le premier groupe de normes pour lesquelles des dispositions ont été prises et des auteurs identifiés: NIMP n° 11 (*Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés* – deux documents explicatifs, concernant les suppléments sur les risques pour l'environnement et sur les organismes vivants modifiés); NIMP n° 14 (*L'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire*); NIMP n° 16 (*Organismes réglementés non de quarantaine: concept et application*); NIMP n° 17 (*Signalement d'organismes nuisibles*); NIMP n° 18 (*Directives pour l'utilisation de l'irradiation comme mesure phytosanitaire*); NIMP n° 19 (*Directives sur les listes d'organismes nuisibles réglementés*); NIMP n° 20 (*Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*); NIMP n° 21 (*Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes réglementés non de quarantaine*). En outre, des contacts ont été pris avec des auteurs pour la NIMP n° 3 et l'équivalence, sous réserve de l'approbation des projets par la CIMP.
10. La deuxième réunion du Groupe de recherche international sur les organismes de quarantaine forestiers se tiendra en février 2005 et sera appelée à coordonner la recherche en matière de quarantaine forestière et à examiner spécifiquement les nouvelles données sur les traitements pour les matériaux d'emballage à base de bois. Des recommandations seront adressées au Comité des normes. Un rapport sur les conclusions de cet atelier sera présenté par le Président du Groupe de recherche à la septième session de la CIMP.

### *Orientation stratégique 2: Échange d'informations*

11. Le Secrétariat continue à fournir des informations aux membres par l'intermédiaire des points de contact officiels de la CIPV lorsque ceux-ci ont été identifiés. Il est rappelé à la CIMP que les politiques de la FAO nécessitent que certains documents, tels que les invitations et la correspondance du Directeur général de l'Organisation, soient distribués selon des modalités précises et que ces documents ne sont pas nécessairement transmis aux points de contact officiels désignés. En pareil cas, ces documents sont également communiqués aux points de contact officiels par le Secrétariat.

12. Les imprimés tels que les NIMP et autre correspondance, fournis directement par le Secrétariat aux points de contact officiels, ne sont pas transmis par le Secrétariat aux autres services de l'administration nationale, ni à d'autres parties dans le pays. Il appartient au point de contact officiel de veiller à ce que les renseignements pertinents soient distribués aux responsables ou éventuellement à d'autres personnes à l'intérieur du pays.

13. Le Secrétariat tient une liste à jour des renseignements relatifs aux points de contact officiels, lorsque ces informations sont fournies par les parties contractantes. On peut consulter ces données sur le Portail phytosanitaire international (PPI - <https://www.ippc.int>). En outre, une liste des points de contact est imprimée et distribuée à chaque session de la CIMP. Le Secrétariat donne également, sur demande, des renseignements sur les points de contact officiels.

14. Outre la correspondance ordinaire, la mise en œuvre de la NIMP n° 15 a été à l'origine d'une abondante correspondance spécifique, et le Secrétariat entretient une correspondance quotidienne à cet égard.

15. Le Portail phytosanitaire international (PPI) révisé (<https://www.ippc.int>), élaboré avec des apports directs du Groupe d'appui au PPI (qui s'est réuni du 20 au 23 janvier 2004) est devenu opérationnel le 28 septembre 2004, après une élaboration intensive et une phase d'essai. La stabilité, la navigation et la mise en page ont été améliorées et un certain nombre de nouvelles fonctions ont été ajoutées. De surcroît, la navigation sur le site est maintenant possible à la fois en français et en espagnol.

16. Une partie importante des modifications apportées vise à veiller à ce que les pays puissent utiliser le PPI pour s'acquitter de leurs obligations en matière d'établissement de rapports qui découlent de la CIPV.

17. Des CD-ROM du PPI sont produits et distribués régulièrement et ils sont également utilisés pour les ateliers de formation au PPI. Les améliorations apportées au format du PPI sur CD-ROM permettent une utilisation plus aisée et plus rapide du CD-ROM.

18. Le PPI constitue une source précieuse d'informations sur les questions relatives à la CIPV et il reçoit un nombre croissant de visites chaque mois (ce nombre a quintuplé entre mars et novembre 2003). Il continue à être considérablement étoffé pour fournir aux membres les services dont ils ont besoin et à améliorer l'interface afin de faciliter la navigation. Sa stabilité et ses performances ont été améliorées. La notification des mises à jour et les nouvelles informations sur le PPI sont fournies dans la section Nouvelles. Le recours à un système de courrier électronique pour alerter les points de contact de la parution de nouvelles informations ou de documents sur le site est aussi envisagé. Le Secrétariat continue à recevoir un grand nombre de demandes d'informations par l'intermédiaire du PPI, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la NIMP n° 15.

19. La mise à disposition sur le PPI d'informations sur la composition des groupes de travail d'experts, comme l'avait demandé la CIMP à sa cinquième session, a sensiblement amélioré la transparence du processus d'établissement des normes. Le Secrétariat a aidé certains pays à mettre à disposition sur le PPI des informations officielles avant que le site ne soit pleinement opérationnel, en vue de faciliter l'échange d'informations.

20. Des espaces protégés par des mots de passe pour les groupes de travail d'experts et d'autres organes tels que le Comité des normes ont été mis en place et sont utilisés. Ils permettent la distribution de documents et l'échange d'informations entre les participants et devraient favoriser le fonctionnement de ces groupes.

***Orientation stratégique 3: Mise en place de mécanismes pour le règlement des différends***

21. Le Secrétariat n'a pas reçu de demande d'aide au règlement des différends. Une réunion de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends se tiendra immédiatement avant la septième session de la CIMP. Un rapport informel sera présenté par le Président de l'Organe subsidiaire à la CIMP.

***Orientation stratégique 4: Renforcement des capacités phytosanitaires des membres par l'octroi facilité d'une assistance technique***

22. Le Plan stratégique a notamment pour objectif d'accroître l'assistance en ce qui concerne la législation nationale et demande au Secrétariat d'élaborer pour 2007 un document d'orientation sur les cadres juridiques phytosanitaires nationaux établi à partir de la documentation existante. Le Secrétariat est en train d'examiner la documentation disponible pour l'élaboration de ce document d'orientation. Il s'agit en particulier de documents du Bureau juridique de la FAO et d'un Guide sur l'élaboration de lois nationales pour la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause (récemment élaboré au sein de la FAO pour le Secrétariat de la Convention de Rotterdam). Les grandes lignes d'une approche possible concernant le document d'orientation sont actuellement à l'examen. Le Secrétariat accueillerait favorablement toute suggestion spécifique des membres de la CIMP au sujet de l'élaboration du document d'orientation.

23. Le Plan stratégique a parmi ses objectifs l'émission régulière d'avis juridiques du Secrétariat adressés à la CIMP, sur les questions phytosanitaires et questions institutionnelles connexes. Des avis ont été rendus sur un certain nombre de questions, en particulier la mise en œuvre de la NIMP n° 15, l'élaboration et la mise en œuvre d'autres NIMP, les initiatives d'assistance technique et les questions découlant des règles, des procédures et du fonctionnement de la CIMP et de ses organes subsidiaires.

24. On peut récapituler comme suit les activités d'assistance technique entreprises pendant la période 2004-2005 visée par le rapport:

Programme de coopération technique (PCT) de la FAO

i. Les projets d'assistance technique mis en œuvre et menés à bien par le Secrétariat sont les suivants:

- États membres de l'OIRSA (sept pays) – Évaluation de la capacité phytosanitaire, formation aux NIMP et modernisation de la législation
- *Belize, Costa Rica, Panama* – Établissement de zones exemptes (de mouche méditerranéenne des fruits)
- Région Afrique du Nord et Méditerranée (huit pays) – Enrayement et protection contre la mouche de la pêche (*Bactrocera zonata*) / éradication de celle-ci
- Afrique de l'Est - *Ouganda, Érythrée* – renforcement de la capacité phytosanitaire
- Afrique du Nord et de l'Ouest - *Gabon, Tunisie* – Renforcement de la capacité phytosanitaire
- Asie -*Bhoutan* – renforcement de la capacité phytosanitaire et de réglementation

ii. Projets d'assistance technique de la FAO actuellement exécutés par le Secrétariat

- Afrique de l'Est – *Kenya, Ouganda, Tanzanie* – Surveillance, enrayement et identification des options phytosanitaires concernant la mouche des fruits (*Bactrocera dorsalis*).
- Afrique de l'Est – *Zambie, Érythrée* – renforcement de la capacité phytosanitaire
- Afrique du Nord et de l'Ouest – *Gambie* – Renforcement de la capacité phytosanitaire

- Europe/Asie centrale – *Kirghizistan, Azerbaïdjan* – Renforcement de la capacité phytosanitaire
- Asie – *Népal* – Renforcement de la capacité phytosanitaire et de réglementation
- Pays d'Asie producteurs d'hévéa – ARP pour la maladie sud-américaine des feuilles
- Moyen-Orient – *Syrie, Yémen, Oman, États du CCG* – Renforcement de la capacité phytosanitaire
- Bahreïn – Fonds fiduciaire unilatéral (FFU) – Renforcement de la capacité phytosanitaire

#### Appui technique direct du Secrétariat

##### i. Ateliers régionaux sur l'ECP, les NIMP et l'analyse du risque phytosanitaire

- |           |               |                         |
|-----------|---------------|-------------------------|
| • Asie    | 18-30 juillet | Kuala-Lumpur (Malaisie) |
| • Afrique | 18-27 août    | Nairobi (Kenya)         |

##### ii. Ateliers SPS de l'OMC

- |                 |                    |                     |
|-----------------|--------------------|---------------------|
| • Afrique       | 10-12 février      | Maputo (Mozambique) |
| • Proche-Orient | 04-06 mai          | Liban               |
| • CEI           | 27-29 juillet      | Vienne (Autriche)   |
| • Asie          | 18-20 octobre      | Bangladesh          |
| • Asie du Sud   | 30 nov.-02 déc.    | Singapour           |
| • Caraïbes      | 16-18 février 2005 | Kingston (Jamaïque) |

##### iii. Ateliers régionaux sur les projets de NIMP

- |                       |                  |                           |
|-----------------------|------------------|---------------------------|
| • Pacifique           | 09-13 août       | Nadi (Fidji)              |
| • Caraïbes            | 11-16 août       | Castries (Sainte-Lucie)   |
| • SADC (Afrique)      | 12-14 août       | Pretoria (Afrique du Sud) |
| • Asie                | 23-26 août       | Bangkok (Thaïlande)       |
| • Afrique francophone | 30 août-03 sept. | Accra (Ghana)             |
| • Proche-Orient       | 04-07 septembre  | Le Caire (Égypte)         |
| • Amérique latine     | 07-10 septembre  | Heredia (Costa Rica)      |

#### Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA)

Pays de l'UEMOA: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

25. Le compte rendu de l'atelier intitulé « Les espèces exotiques envahissantes et la CIPV – Consultation d'experts des services phytosanitaires et des institutions de protection de l'environnement » tenu en septembre 2003 à Braunschweig (Allemagne) a été mis en forme et publié conjointement par les secrétariats de la CIPV et de la Convention sur la diversité biologique. Des exemplaires de ce compte rendu seront distribués à la septième session de la CIMP.

26. En 2004, le Secrétariat de la CIPV a participé à l'organisation de deux ateliers internationaux. On trouvera des renseignements sur tous les ateliers sur le Portail phytosanitaire international (<https://www.ippc.int>).

- Comme convenu par la CIMP à sa sixième session en 2004, l'atelier sur « L'application pratique de la NIMP 15 » doit se tenir à Vancouver (Canada), du 28 février au 4 mars 2005, afin d'examiner l'application pratique de la NIMP n° 15, notamment pour les pays en développement et les pays les moins avancés, et en vue d'appuyer les capacités nationales de mise en œuvre de cette norme. Un rapport sur les conclusions de cet atelier sera présenté à la septième session de la CIMP.

- Un comité directeur international continue à préparer l'atelier intitulé « Analyse du risque phytosanitaire international », qui doit se tenir à Niagara Falls (Canada), du 24 au 28 octobre 2005. Un financement de la participation des pays en développement à cet atelier est nécessaire.

***Orientation stratégique 5: Maintien d'un cadre administratif adéquat et efficace***

27. Le rapport de la sixième session de la CIMP a été distribué à tous les membres après la réunion. Les normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) adoptées par la CIMP à sa sixième session ont été insérées dans le rapport et ont également été distribuées aux membres par le Secrétariat sous forme électronique et imprimée.

28. Le Secrétariat a organisé une réunion du PSAT et une réunion du groupe de réflexion. Ces deux activités font l'objet de points distincts de l'ordre du jour.

29. La FAO assure l'essentiel des services de traduction confiés sous contrat par le Secrétariat. Des contrats de traduction sont également conclus avec d'autres organisations et avec des particuliers, selon les besoins. Une aide précieuse a été fournie par l'Organisation nord-américaine pour la protection de plantes (NAPPO), qui a assuré sous contrat la traduction de documents d'anglais en espagnol en 2004-2005. La NAPPO puise dans ses propres compétences et consulte aussi largement les responsables phytosanitaires et d'autres organisations. L'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP) a aidé à mettre définitivement au point les versions françaises des NIMP.

30. Le maintien d'effectifs suffisants au sein du Secrétariat est demeuré problématique en 2004, en particulier en ce qui concerne le poste de coordonnateur de la CIPV. La situation devrait s'améliorer en 2005, en fonction des débats en cours et du montant définitif du budget (voir point distinct de l'ordre du jour).

Les principales questions sont les suivantes:

- Le recrutement du coordonnateur est encore en cours.
- En l'absence d'un coordonnateur, certaines des fonctions de celui-ci ont été confiées à des chercheurs invités et à des consultants titulaires de nominations de brève durée.
- Un poste de chargé des normes relatif à un projet d'une durée de deux ans, financé par les arriérés de contributions, a été créé. Il a été pourvu en janvier 2004. Il facilite les activités d'établissement des normes, en coopération avec un consultant, un chercheur invité des États-Unis (traitement financé par les États-Unis) et un cadre associé (financé par le Japon).
- Un avis de vacance a été publié pour le poste de chargé des normes de la CIPV.
- Un poste d'une durée de deux ans a été créé à l'appui du programme d'assistance technique.
- La personne remplaçant le commis à l'administration du Secrétariat de la CIPV a pris ses fonctions en janvier 2005.
- La nomination de deux ans du chercheur invité des États-Unis à temps partiel qui donnait à la CIPV des avis juridiques a pris fin en décembre 2004.
- Le financement par le Japon d'un poste de cadre associé s'est achevé en février 2005.
- Les États-Unis ont fourni les services d'un chercheur invité pendant un an à l'appui du programme d'établissement des normes.
- Le Secrétariat de la CIPV a publié un avis pour un poste de cadre associé et s'efforce, autant que possible, de continuer à chercher des experts pour aider le Secrétariat par l'intermédiaire de programmes en place tels que le Programme des cadres associés et les programmes des chercheurs invités.
- Un consultant temporaire a été engagé pour une durée de deux mois afin de poursuivre les travaux précédemment accomplis par le cadre associé.

31. Le Secrétariat de la CIPV a conclu plusieurs lettres d'accord afin d'obtenir l'aide d'organisations externes, notamment pour la gestion des groupes de travail d'experts et d'ateliers sur le PPI.

32. Une lettre d'accord avec la Scottish Agricultural Science Agency a permis au Secrétariat de bénéficier des services d'un fonctionnaire à temps partiel chargé de coordonner les travaux des groupes techniques.

***Orientation stratégique 6: Promotion de la CIPV et coopération avec les organisations internationales pertinentes***

33. Le Secrétariat a été représenté à diverses réunions d'organisations internationales et régionales, et notamment l'OMC (SPS), la Convention pour la diversité biologique (CDB), le Protocole de Cartagena, la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) et la Banque mondiale. Les questions spécifiques relatives à la coopération avec la CDB font l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour.

34. Le Secrétariat continue à travailler en étroite collaboration avec l'OMC (SPS) en assistant à toutes les réunions officielles et à certaines réunions informelles du Comité SPS et en participant aux ateliers SPS régionaux et sous-régionaux.

35. Le Secrétariat a participé à un certain nombre de réunions des organisations régionales de la protection de végétaux (ORPV), notamment:

- l'Atelier sur la mise en œuvre de la NIMP n° 15, organisé par l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP) pour ses États membres en Russie;
- l'Assemblée générale du Conseil phytosanitaire interafricain (CPI) au Sénégal;
- la réunion annuelle de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes (NAPPO);
- la seizième Consultation technique des ORPV au Kenya.

36. Le Secrétariat a aussi assuré la liaison avec le Codex et l'OIE sur les questions relatives au renforcement des capacités, à l'évaluation du risque et à l'échange d'informations. Les débats relatifs à la certification électronique ont également commencé.

37. Les premières études sur la liaison avec les instituts de recherche et de formation ont commencé sous la forme d'une étude de faisabilité, en vue de mieux appréhender les options futures et d'améliorer la prise des décisions dans ce domaine.

38. La CIMP est invitée:

1. à *exprimer* sa gratitude aux pays et organisations qui ont fourni une aide et des ressources au programme de travail;
2. à *prendre note* des informations fournies par le Secrétariat sur l'état d'avancement du programme de travail de la CIMP depuis la sixième session de celle-ci.